# La Turquie s'efforce d'ajuster sa ceinture kurde

Aux prises avec ses difficultés internes, en première ligne de la guerre civile en Syrie, Ankara joue une partie très subtile entre les Kurdistan syrien, irakien et turc. Une partie vitale pour son avenir et celui de la région. Reportage.

PAR ALLAN KAVAL

Février 2014, un calme absolu règne dans le village chrétien de Pesh Kabour, sur la rive irakienne du Tigre, là où le fleuve marque la frontière avec la Syrie avant de s'écouler vers Mossoul, Bagdad et le Golfe persique. Moins de 800 familles chrétiennes chaldéennes rapatriées de la capitale irakienne en 2007 se sont établies ici sous la protection des *peshmergas*, les militaires du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK). La reconstruction de leur village, détruit par le régime Saddam Hussein dans les années 1980 a été financée par le gouvernement régional kurde qui, établi au nord du pays, bénéficie d'une forte autonomie vis-à-vis de l'État irakien. Vert pomme, roses vif ou bleues, les nouvelles maisons en blocs de ciment jouxtent les ruines de pierre de l'ancien village.

Le silence de cette bourgade – engourdie par l'insuffisance de travail, la nostalgie de la capitale perdue et le désir opiniâtre d'émigrer vers l'Europe ou l'Amérique du Nord – n'est que rarement troublé par le cri d'un oiseau traversant la frontière entre les deux pays les plus instables de la région. Au pied de l'église Sainte-Marie récemment reconstruite sur une éminence qui domine le fleuve, la Syrie n'est qu'à une centaine de mètres. On aperçoit sur la rive d'en face les maisons de terre de Khanik, un autre village chrétien qui paraîtrait désert si l'on ne distinguait pas par moment la silhouette d'un vieillard occupé à réparer un tracteur hors d'âge. Les montagnes enneigées qui se découpent vers le nord sur le fond bleu céleste se trouvent en territoire turc. C'est là que les traditions syriaques, arméniennes, juives et islamiques placent le mont Djoudi, sommet mythique où l'arche de Noé s'est échouée après le déluge.

La léthargie dans laquelle semble plongée ce triangle frontalier situé en plein pays kurde est trompeuse. À quelques centaines de mètres, la route qui longe le fleuve est bloquée par des *peshmergas* en uniforme irakien. Ils interdisent l'accès au pont qui relie depuis quelques mois les deux rives du Tigre. D'autres combattants kurdes tiennent le bord opposé. Ils appartiennent aux Yekiti Parastina Gel (YPG) ou «Unités de Protection du Peuple», la branche armée du Parti de l'unité démocratique (PYD) au Kurdistan de Syrie. Considéré comme la franchise syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – en trêve avec l'État turc depuis 2013 après trente années de guérilla–, le PYD a pris le contrôle des zones kurdes de Syrie et déclaré unilatéralement leur autonomie grâce à un arrangement équivoque avec le régime de Damas.

Pesh Khabour est le nouveau point de passage entre les deux Kurdistan autonomes qui se partagent désormais la frontière méridionale de la Turquie. «La route est tantôt ouverte tantôt fermée, sans qu'on comprenne bien pourquoi. Les YPG et les *peshmergas* s'observent de loin et ne se coordonnent pas», raconte Sabri, un habitant du village dont les fenêtres donnent sur la Syrie. Ce poste frontière entre deux semi-États qui n'apparaissent pas sur la carte politique de la région est en fait tributaire des relations extrêmement tendues qu'entretiennent le PKK et le PDK, dominant au Kurdistan d'Irak. C'est cependant en traversant cette portion du Tigre que des centaines de milliers de Kurdes de Syrie ont trouvé refuge sur le territoire du gouvernement régional kurde d'Irak. Un camp destiné à accueillir les nouveaux arrivants, avant qu'ils ne soient répartis entre ses différentes provinces, est d'ailleurs en construction à quelques kilomètres du fleuve.

## OLÉODUC VITAL

La route qui longe ses grilles est empruntée par une caravane sans fin de camions citernes qui montent vers la frontière, chargés de pétrole brut extrait du sous-sol du Kurdistan irakien. Leur mouvement de va-et-vient dans cette zone constitue le principal point de contention entre le gouvernement autonome kurde, Ankara et Bagdad. À la recherche d'indépendance financière, les Kurdes d'Irak exportent maintenant leur propre pétrole avec la bénédiction de leur grand voisin turc et ce, sans l'aval des autorités irakiennes qui les accusent de contrebande.

Sur le chemin de la frontière, ces camions passent devant les installations qui marquent le point de départ du nouvel oléoduc kurde. Sa mise en service au début de l'année est le dernier épisode en date de cette crise chronique et illustre l'aggravation constante des relations que l'entité kurde entretient avec l'État central. Utilisé à pleine capacité et éventuellement doublé, cet oléoduc permettra aux Kurdes d'accéder directement aux marchés internationaux et dégagera des revenus virtuellement suffisants pour que la région puisse se passer du budget qui lui est alloué par Bagdad, encore vital pour son développement économique.

Sur quelques kilomètres carrés, la région de Pesh Khabour symbolise les changements radicaux qui affectent la question kurde depuis plus de deux ans et les bouleversements qu'ils impliquent pour une Turquie en crise. Affaiblie économiquement, fragilisée politiquement par les rivalités qui secouent son élite conservatrice, décrédibilisée sur le plan international par l'échec complet de sa politique proche-orientale, la Turquie est aujourd'hui confrontée à ce qu'elle a toujours refusé depuis la fondation même de sa République: la construction de régions autonome kurdes dans son environnement immédiat, longtemps considérée comme une menace pour la sécurité nationale, du fait des revendications portées par le mouvement kurde en Turquie.

Cette obsession stratégique est aujourd'hui dépassée. Depuis plus de cinq ans, non seulement Ankara accepte l'autonomie du gouvernement régional kurde mais elle en tire parti et contribue largement à son affirmation. Pour Aziz Barzani du laboratoire d'idées *Middle East Peace Research Center,* basé à Ankara, «la Turquie a tout intérêt à établir une relation forte avec un Kurdistan irakien autonome». En 2013, l'Irak a remplacé l'Allemagne en devenant le premier pays de destination des exportations turques et c'est la région autonome kurde en qui en absorbe l'essentiel. Son marché florissant génère une demande en constante augmentation que sa production intérieure inconsistante ne peut satisfaire.

La route qui part de Silopi – dernière ville turque avec la frontière irakienne – pour rejoindre le point de passage vers l'Irak de Habur, est doublée sur plusieurs kilomètres par une interminable file de camions chargés de produits agroalimentaires, d'appareils électroménagers, de matériaux de construction. Ahmad – un chauffeur kurde de Turquie qui arrive de la ville anatolienne de Kayseri et doit livrer 20 tonnes d'œufs à Erbil – estime son attente à la frontière à une dizaine d'heures. Les cargaisons non périssables risquent de rester plusieurs jours dans la file d'attente. Marché prometteur pour les exportations turques, le Kurdistan est aussi un territoire producteur d'hydrocarbures avec des réserves estimées à 45 milliards de barils de pétrole. Sa quête de souveraineté, et d'indépendance financière, correspond aux ambitions de la Turquie, qui aspire à se constituer en plateforme énergétique entre les gisements d'Asie centrale et du Moyen-Orient et le marché européen.

Portant sur des milliards de dollars d'exportations, les accords signés entre le gouvernement régional du Kurdistan (Irak) et la Turquie fin 2013 ont scellé ce partenariat stratégique, effectif depuis l'arrivée des principales compagnies pétrolières au Kurdistan, il y a plus de trois ans. Cependant, l'acquisition de pétrole kurde par la Turquie n'est pas l'enjeu fondamental des relations entre Ankara et Erbil. Selon un expert du secteur basé dans la capitale kurde, «la Turquie permet tout simplement aux Kurdes d'exporter leur pétrole pour pouvoir faire main basse sur leur gaz à peu de frais». Garantissant théoriquement au gouvernement kurde une source de revenus indépendante et donc une souveraineté accrue – quitte à se brouiller durablement avec Bagdad et à mécontenter Washington –, la Turquie pourra attendre du gouvernement régional du Kurdistan (GRK-Irak) des tarifs préférentiels lorsque l'amélioration des infrastructures du Kurdistan irakien permettra l'exploitation et l'exportation de son gaz naturel. Il s'agit cependant d'un pari risqué, car Bagdad dispose de moyens de rétorsion conséquents. Le GRK est encore totalement dépendant du budget fédéral et la suspension du versement des fonds fédéraux à la région kurde pour les mois de janvier et de février ont révélé la faiblesse d'une économie où les fonctionnaires représenteraient plus de 60% de la population.

## RAPPROCHEMENTS INATTENDUS

La relation spéciale qui lie Turquie à Erbil a cependant d'autres implications. Le Kurdistan irakien est aujourd'hui le meilleur, voire le seul allié d'Ankara dans la région et cela ne peut rester sans conséquence sur le règlement de la question kurde en Turquie. En mars 2013, le PKK et l'État turc ont mis fin à une guerre qui, entamée en 1984, a causé la mort de près de 40 000 personnes. À bientôt un an de l'interruption des actions violentes, la trêve n'a pas été mise en cause, bien que les négociations soient au point mort. Anticipant les élections locales de mars 2014, les élections présidentielles du mois d'août et les élections parlementaires de 2015, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan n'a pas voulu prendre de mesures majeures. Les relations entre Ankara et le PKK restent déterminées par un rapport de force dans lequel Massoud Barzani, président du GRK et chef national kurde reconnu au delà des frontières du Kurdistan irakien, peut jouer un rôle certain.

En renforçant la figure de M. Barzani et en la promouvant en Turquie même, le premier ministre Erdogan conteste l'emprise du PKK – ainsi que de sa branche légale et parlementaire, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) –, sur la scène politique kurde de Turquie. C'est tout le sens de la visite, en novembre dernier, du président kurde à Diyarbakir, ville de Turquie que les nationalistes considèrent comme la capitale du Grand Kurdistan, ou plus récemment, celle de son neveu et premier ministre, Nechirvan Barzani à Van. Cependant, depuis qu'a éclaté le conflit entre l'AKP au pouvoir à Ankara et le mouvement de Fethullah Gülen – qui dispose de relais importants au sein des appareils policiers et judiciaires turcs – la donne a quelque peu changé. «La crise politique a rapproché le gouvernement du mouvement kurde. L'AKP a besoin du soutien du BDP dans cette période critique et ce dernier sait que l'AKP est le seul parti en mesure de mener un processus de résolution de la question kurde dans lequel le PKK sera reconnu comme un interlocuteur légitime», explique Ahmet Insel, journaliste, écrivain et professeur à l'Université de Galatasaray (Istanbul). Pourtant, le rapprochement tactique attesté début mars entre M. Erdogan et les milieux nationalistes turcs, ainsi que l'absence totale de progrès dans le processus de résolution ont sérieusement entamé la patience des chefs du PKK. «Le processus prendra fin si aucune mesure n'est adoptée par le gouvernement après les élections», déclarait, le 17 mars denier, Murat Karaylan, un des principaux dirigeants du PKK.

C'est cependant le sort des Kurdes de Syrie qui constitue la première préoccupation du mouvement kurde en Turquie. Les régions kurdes de Syrie – que les nationalistes kurdes appellent le Rojava ou Kurdistan occidental – sont au cœur du processus de mutation qu'a engagé le PKK. «Les événements en cours au Rojava et en Turquie sont totalement interconnectés», explique Nazmi Gür, parlementaire BDP de Van et responsable des relations extérieures du parti kurde. Ce constat est flagrant à Nusaybin, petite ville kurde située du côté turc de la frontière avec la Syrie. Séparée de Qamishlo, côté syrien, où flotte le drapeau du PKK, par des clôtures de fil barbelées et quelques centaines de mètres de no man's land miné, Nusaybin vit à l'heure du Rojava. «Nous ne faisons qu'un avec les Kurdes qui habitent de l'autre côté de la frontière. L'histoire nous a séparés, mais un jour Nusayibin et Qamishlo ne formeront qu'une seule et même ville», souligne Ayse Gökkan, la maire BDP de Nusaybin dans son vaste bureau où tourne en boucle une télévision réglée sur la chaîne illégale en Turquie du PKK.

La guerre contre l'État turc étant terminée, le PKK a besoin de s'inventer un avenir, de trouver des horizons nouveaux pour continuer à exister en tant qu'organisation et qu'acteur régional. La construction d'une base territoriale en Syrie joue à cet égard un rôle important. Le PKK y construit une entité politique autonome composée des trois cantons de Qamishlo, Kobane et Afrin. Mettant en scène une gouvernance conforme à l'idéologie qu'il prône, il conserve ainsi sa légitimité auprès des Kurdes de Turquie, tout en confortant sa position dans le rapport de force qui l'oppose à Ankara. Pour un mouvement comme le PKK, le contrôle d'un territoire implique un changement de statut. Selon le journaliste turc Mehmet Altan, «Ankara devra accepter un jour ou l'autre l'existence d'un Rojava autonome. La Turquie ne peut pas à la fois contribuer à renforcer l'autonomie du Kurdistan d'Irak, chercher à faire la paix avec le PKK et ignorer le Rojava. La scène politique kurde est en cours d'intégration et l'Etat turc ne peut rien y faire».

## QUESTION DE PÉTROLE, ET D'INFLUENCE

Cette reconnaissance du *statu quo* existant dans les régions kurdes de Syrie par la Turquie pourrait avoir déjà commencé. Début février, Ankara recevait la co-présidente du PYD kurde syrien, Asya Mohammed, qui a fait publiquement part de la volonté des cantons autonomes du Rojava de vendre du pétrole à la Turquie, à l'instar de leurs voisins kurdes d'Irak. Cette visite fait suite à plusieurs rencontres officielles entre la direction du parti kurde syrien et les autorités turques. Confrontée aux risques liés à la présence de groupes islamistes – qu'elle a longtemps soutenus, mais dont le contrôle lui échappe –, la Turquie n'a en effet pas intérêt à s'opposer frontalement au PYD qui combat ces islamistes depuis plus d'un an. Cependant, la position de force du PKK et de ses alliés au Rojava est à l'origine de graves tensions entre le mouvement kurde et le PDK de Massoud Barzani, au pouvoir au Kurdistan irakien. Pariant sur une chute rapide du régime au début de la crise syrienne, le président du gouvernement régional du Kurdistan (GRK-Irak) avait tenté de réunir les partis kurdes de Syrie sous son parrainage, afin de poser les jalons d'une région autonome kurde appelée à voir le jour après le règne de Bachar el-Assad. Cette entreprise, qui devait également consacrer le statut d'acteur régional incontournable du Kurdistan d'Irak, s'est cependant trouvée confrontée à l'opposition farouche du PKK et de ses alliés.

Réactivant des relations anciennes avec le régime de Damas, le mouvement kurde a pris le contrôle du Rojava et a défendu son hégémonie militaire et sa domination politique, quitte à éliminer physiquement certains de ses opposants, liés aux Kurdes d'Irak. Le gouvernement régional kurde ne reconnaît pas les nouvelles institutions autonomes du Rojava, et les relations bilatérales entre les deux Kurdistan sont au point mort. À cet égard, les relations privilégiées de Massoud Barzani avec le premier ministre turc n'arrangent rien. En 2014, un siècle après le déclenchement de la Première Guerre mondiale dont l'issue a fixé les frontières du Proche-Orient contemporain, la Turquie doit donc faire face à un voisinage kurde en pleine transformation. Des entités qui ne sont pas encore des États – et ne le seront probablement jamais au sens où nous l'entendons – assoient leur influence sur les zones grises qui occupent dorénavant ses marges. Comme dans la région si symptomatique de Pesh Khabur, les territoires s'interpénètrent et se confondent sans que les frontières disparaissent pour autant. Cette ceinture kurde – dominée par les deux grandes formations politiques et militaires transnationales que sont le PKK et le PDK – est une source de défi pour Ankara. L'avenir pourrait faire d'elle une zone tampon entre une Turquie en crise et l'Irak et la Syrie, qui ne cessent de s'enfoncer dans le chaos.

LÉGENDES DES PHOTOS

À GAUCHE: EN FÉVRIER 2008, LES TROUPES KURDES FONT UNE PERCÉE EN IRAK À LA POURSUITE DES SÉPARATISTES KURDES.
© KEYSTONE / AP PHOTO / MEHMET ERSOY / CIHAN NEWS AGENCY.

À DROITE: LA ROUTE QUI PART DE SILOPI, DERNIÈRE VILLE TURQUE AVEC LA FRONTIÈRE IRAKIENNE, EST EMPRUNTÉE SUR PLUSIEURS KILOMÈTRES PAR UNE INTERMINABLE FILE DE CAMIONS CHARGÉS DE BRUT EXTRAIT DU SOUS-SOL DU KURDISTAN IRAKIEN.
© KEYSTONE / EPA PHOTO / STRINGE / ARCHIVES.

## LE KURDISTAN, MODE D'EMPLOI

Bien qu'aucune statistique parfaitement fiable ne soit disponible, on estime que la population kurde compte entre 20 et 30 millions de personnes. Peuple de langue indo-européenne, les Kurdes occupent les confins de quatre États limitrophes: la Turquie, où ils sont le plus nombreux avec 10 à 15 millions de personnes selon les estimations, l'Iran (5 à 7 millions), l'Irak (5 à 6 millions) et la Syrie (1,5 million). Des communautés kurdes sont également présentes dans le Caucase et sur tout le territoire de l'ex-URSS. Les Kurdes comptent par ailleurs une importante diaspora essentiellement originaire de Turquie, concentrée en Europe, notamment en Allemagne et en Suisse, de même qu'en France.

### REPÈRES HISTORIQUES

**XVIe-XIXe siècle –** De multiples principautés kurdes occupent les marges des empires perses et ottomans. Loin des centres impériaux, elles bénéficient d'une certaine autonomie.

**XIXe siècle –** L'entreprise modernisatrice dans laquelle se lancent Constantinople et Téhéran se traduit par des mesures de centralisations qui aboutissent à l'anéantissement des Émirats kurdes.

**1920 –** L'Empire ottoman sort de la Première Guerre mondiale dans le camp des perdants. Le Traité de Sèvres organise son démembrement et prévoit la création d'un État kurde.

**1923 –** Le Traité de Lausanne annule le Traité de Sèvres, après la victoire du futur Atatürk sur les armées alliées en Anatolie. Les Kurdes sont divisés entre l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak.

**1925-1938 –** Insurrections chroniques au Kurdistan de Turquie.

**Années 1930 –** Révoltes kurdes en Irak

**1947 –** Premier État kurde de l'histoire, la République de Mahabad est écrasée par le Shah d'Iran après moins d'un an d'existence.

**1961-1975 –** Révoltes kurdes en Irak. En 1975, un accord entre l'Iran et l'Irak conduit à l'anéantissement du mouvement national kurde.

**1984 –** Premières opérations de guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Turquie

**1988 –** Les campagnes à caractère génocidaire menées contre les Kurdes d'Irak par le régime de Saddam Hussein dans le contexte de la guerre contre l'Iran culminent avec le bombardement chimique de la ville d'Halabja en mars.

**1991 –** Entrées en insurrection dans le sillage de la Première guerre du Golfe, les régions kurdes d'Irak sont menacées par les troupes de Saddam Hussein. La communauté internationale réagit en imposant une *no fly zone* qui permet aux Kurdes de jouir d'une autonomie *de facto*.

**2003 –** La chute du régime de Saddam Hussein ouvre la voie à la reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan au sein de l'Irak.